

Ombres chiliennes

Trente ans après
le coup d'Etat
d'Augusto Pinochet
contre Salvador
Allende, retour
à Santiago dans
un pays malade
de sa mémoire.

1973-2003

The logo for the newspaper Libération, featuring the word "Libération" in a bold, white, sans-serif font. The letters are set against a red background that forms a stylized arrow pointing to the right.

Témoignage. Parent d'un disparu à Santiago, en 1990.

11 septembre 1973

Ce jour-là, l'armée menée par Augusto Pinochet lance l'assaut contre le gouvernement de Salvador Allende et enterre l'expérience de l'Unité populaire.

Bien avant que les tours jumelles de Manhattan deviennent des symboles planétaires du terrorisme, un autre bâtiment était devenu, en un autre 11 septembre l'emblème d'une période noire de l'histoire. C'était il y a trente ans. La Moneda, le palais présidentiel de Santiago du Chili, sous le feu des avions et des chars du général putschiste Augusto Pinochet, incarne le naufrage des espoirs de la gauche, et bien au-delà de l'Amérique latine. Le suicide en son palais d'Allende marqua l'effondrement du rêve d'une révolution socialiste possible au sein des institutions de la démocratie. Fruit de l'échec du gouvernement d'Unité populaire à désamorcer l'hostilité des classes moyennes, il fut aussi le résultat d'une entreprise de déstabilisation, organisée par des Etats-Unis bien décidés à imposer un « changement de régime ». Le putsch du 11 septembre 1973 ouvrit la voie à vingt ans de dictatures, de « guerres sales », de massacres, de tortures, d'exils et de chasse aux militants de gauche à travers toute l'Amérique latine, avec l'appui de Washington. Trente ans après ce 11 septembre, le Chili, comme la plus grande partie de l'Amérique latine, a restauré la démocratie. Mais la démocratie chilienne reste sous surveillance militaire. Pinochet et ses protecteurs américains (dont le célèbre Dr Kissinger) restent impunis. Le sort de tous les disparus n'a pas été éclairci. Le traumatisme demeure. La vérité historique commence à percer, mais le travail de mémoire reste inachevé, comme le montrent les reportages de notre envoyé spécial au Chili et l'enquête de notre correspondant dans les archives de Washington ●

PATRICK SABATIER



Suicide.
Le corps de Salvador Allende (image télé) qui s'est tué avec un fusil offert par Fidel Castro.

Fin de vie à Santiago

Ilest un peu plus de 14 heures, le 11 septembre 1973. « Du palais présidentiel, des pompiers ont sorti un » corps, sur un brancard, enveloppé dans une couverture traditionnelle colombienne. J'ai su que c'était lui, j'ai reconnu Salvador Allende à ses chaussures. » Manuel Cortés était membre du Groupe des amis du Président (GAP), en fait sa protection rapprochée depuis plusieurs années, composée de militants discrètement armés, issus du Parti socialiste et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR), plus d'une soixantaine d'hommes au total. Trente ans après, il raconte: « A ce moment-là, j'ai compris que notre mission était terminée, et je me suis effondré. » Dans son bureau du palais

de la Moneda, encerclé, acculé, Salvador Allende vient de se suicider, avec son AK47 offert par Fidel Castro, comme le prouveront, plus tard, les autopsies.

La marine se soulève à Valparaiso

De fait, le coup d'Etat est terminé. Moins de quatre heures plus tard, les commandants en chef des forces armées, Gustavo Leigh (air), José Merino (marine) et Augusto Pinochet (terre), ainsi que le chef des Carabiniers (police) s'autoproclament junta de gouvernement, décrètent le couvre-feu, interdisent toute activité politique, ferment le Congrès, et promettent de « respecter la Constitution et les lois de la République [...] dans la mesure où la situation actuelle le permet ». On sait ce qu'il en adviendra: des milliers d'exécutés et de disparus, des dizaines de milliers de torturés, des centaines de

milliers d'exilés. Ce jour-là, Manuel Cortés a été réveillé peu après 7 heures du matin par un coup de fil: mouvements de troupes dans la capitale, Salvador Allende est à la Moneda. Le président avait été averti à 6h20 du soulèvement de la marine à Valparaiso.

« L'avion tombera en vol... »

Le coup d'Etat avait véritablement commencé dans la nuit, avec le plan Silence destiné à couper les communications et faire taire les chaînes de radio et télévision proches d'Allende. A la tête de sept autres membres du GAP, Manuel Cortés est chargé de préparer un éventuel plan d'évacuation du Président en voiture. Ils se retrouvent au ministère des Travaux publics, dans une rue latérale au palais présidentiel. C'est de là qu'il va assister au siège de la Moneda: échanges de rafales de mitraillettes, offensive des tanks, tirs de roquette d'avions Hawker Hunters. Il n'y aura pas d'évacuation du Président. « Je ne renoncerais pas, je paierai de ma vie la loyauté du peuple, annonce Salvador Allende dans son dernier discours à la radio. J'ai la certitude que mon sacrifice ne sera pas vain. Je suis sûr qu'il sera, au moins, une leçon morale qui punira la félonie, la lâcheté et la trahison. »

Les militaires lui avaient proposé un avion pour s'enfuir du pays après une « reddition inconditionnelle ». Un piège, comme l'ont révélé les enregistrements des communications entre les putschistes, l'amiral Patricio Carvajal et Pinochet: « On le fait prisonnier sans conditions en ne lui offrant, disons, que la vie sauve? » Réponse du second: « Oui, la vie sauve et son intégrité physique. Et on l'emmène dans un autre endroit immédiatement. Nous maintenons l'offre de lui faire quitter le pays... mais l'avion tombera en vol. » Eclat de rire de Pinochet.

Salvador Allende avait une confiance presque sans faille en celui qu'il venait de nommer moins de trois semaines plus tôt commandant en chef des forces armées, en remplacement du loyal Carlos Prats, démissionnaire, épuisé par les critiques dont il était la cible de la part des militaires.

4 septembre

1970

Victoire d'Allende
Candidat de la coalition de l'Unité populaire, le socialiste Salvador Allende remporte l'élection présidentielle avec 36,3% des voix. Il sera investi le 4 novembre.

23 août

1973

Pinochet aux commandes
Le général Pinochet (à g.) est nommé par Salvador Allende (d.) commandant en chef des armées.



11 septembre

1973

Coup d'Etat
Le palais présidentiel de la Moneda, à Santiago, est bombardé. Salvador Allende se suicide. Augusto Pinochet prend la tête de la junta militaire.

19 avril

1978

Amnistie pour les crimes
Augusto Pinochet décrète une amnistie pour les crimes commis depuis 1973 par les militaires et les services de sécurité chiliens.

1983

Manifestations
Dix ans après le coup d'Etat, une série de manifestations a lieu au Chili pour demander le rétablissement de la démocratie.

5 octobre

1988

Le référendum de trop
Plébiscite convoqué pour la candidature de Pinochet à l'élection présidentielle: le non l'emporte avec 54,7% des voix.

Offensive.

Dans les rues de Santiago du Chili, le 11 septembre 1973.



CRISTIAN MONTECINO, IMA, VU

Quatre jours avant le coup d'Etat, Pinochet avait écrit à son prédécesseur (qu'il fera assassiner, le 30 septembre 1974, en Argentine où il s'est réfugié) : «Celui qui vous a succédé à la tête de l'armée reste de manière inconditionnelle à vos ordres, tant sur le plan professionnel que personnel.» Ce n'est que le 9 septembre que Pinochet a entériné, encore hésitant, le plan de la marine qui prévoit le coup d'Etat pour le 11 au matin : «Cela pourrait nous coûter la vie», craint-il.

Grèves, hyperinflation et paralysie

Depuis quand les généraux chiliens complotent-ils? Depuis le 30 juin 1973, quand des officiers aux velléités putschistes créent un Comité des quinze – cinq membres de chacune des trois armes –, qui prétend tracer l'avenir politique du pays? Bien avant, depuis l'assassinat, par des ex-militaires et des civils d'extrême droite liés à la CIA, de René Schneider, le commandant de l'armée de terre, proche d'Allende, le 22 octobre 1970, avant même l'investiture du président socialiste? Ou, entre ces deux dates, depuis l'aggravation de la crise économique et sociale dans laquelle se débat le gouvernement

de l'Unité populaire, coalition de gauche derrière laquelle a été élu Allende le 4 septembre 1970, ces «marxistes-léninistes» qui mènent un «processus de destruction systématique» du Chili, selon la proclamation de la junte? Quelques mois avant le coup d'Etat, la tension est à son comble. L'hyperinflation atteint 500%. Les grèves se multiplient, dans les mines de cuivre, les transports publics ou chez les camionneurs. Ces derniers, aidés par la CIA, paralysent le pays et accélèrent la pénurie de biens alimentaires de base. A droite, les attentats des extrémistes de Patria y Libertad se multiplient, l'extrême gauche, elle, organise des occupations de terres et d'usines. Durant les trois ans qu'aura duré le gouvernement de l'Unité populaire, généraux et amiraux chiliens anti-Allende ont sans cesse été poussés à l'action par les Etats-Unis. Le poste de la CIA de Santiago a pour instruction «d'alimenter un climat propice au coup d'Etat», par des manœuvres de déstabilisation économique et de propagande (lire page IV). Il cherche d'abord à diviser la coalition gouvernementale, puis à faire reculer l'UP aux législatives de mars 1973. En vain: la

coalition progresse de 6 sièges à la Chambre et de 2 sièges au Sénat, recueillant 43,4% des suffrages.

Un premier putsch le 29 juin

La CIA veut aller plus loin. Mais Washington renâcle. Ses précédents coups tordus au Chili font l'objet d'une enquête du Congrès. Le président Nixon ne tient pas à prendre trop de risques politiques. Le nouvel assistant au secrétaire d'Etat pour les affaires interaméricaines, Jack Kubisch, s'oppose aux partisans de la ligne dure. Finalement, il est décidé en haut lieu «de ne pas soutenir de tentative de coup d'Etat, sauf s'il devient clair que ce coup sera soutenu par la majorité des forces armées, ainsi que par l'opposition démocratique chilienne, y compris la démocratie chrétienne». L'échec d'une première tentative de putsch, le 29 juin, par quelques têtes brûlées de l'armée, conforte cette ligne. La CIA n'en est pas moins très bien informée du complot qui se trame. En juillet, elle indique qu'il est «proche d'aboutir», et qu'il aura lieu dès que l'obstacle posé par le commandant en chef des forces armées, le général Prats, au-

ra été levé. La date du 10 septembre est d'abord fixée, et Pinochet, qui a remplacé Prats, est pressenti comme «chef du groupe». La CIA rapporte ces informations le 8 septembre à Washington. Le lendemain, la CIA précise : «La tentative de coup aura lieu le 11 septembre.» Et deux jours après le coup d'Etat, l'ambassadeur américain à Santiago reçoit ce message de Washington : «Le gouvernement américain souhaite exprimer clairement son désir de coopérer avec la junte militaire, et l'aider par tout moyen approprié.»

Ce 11 septembre, après avoir vu sortir le cadavre d'Allende du palais de la Moneda, Manuel Cortés s'est «senti trahi par ce pays, incapable d'être à la hauteur d'un homme capable de donner sa vie pour son mandat de Président». Lui s'en est tiré, en faisant le mur de l'ambassade du Mexique. Un des membres de son groupe n'aura pas cette chance. Il sera fait prisonnier et torturé, le visage écorché vif ●

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD (à Santiago) et PASCAL RICHE (à Washington)



14 décembre 1989

Un nouveau président au Chili
Le démocrate-chrétien Patricio Aylwin est élu président de la République. Augusto Pinochet reste commandant en chef des armées.

4 mars 1991

3500 morts ou disparus
Le rapport de la commission Vérité et Réconciliation – le rapport Rettig – affirme que 3500 personnes ont été assassinées ou ont disparu durant la dictature.

16 octobre 1998

Un dictateur à l'ombre à Londres
Augusto Pinochet est arrêté dans une clinique de Londres, après une plainte déposée en Espagne auprès du juge Baltasar Garzon.

2 mars 2000

Pinochet rentre à la maison
Après un feuilleton judiciaire de plus de 500 jours, le ministre britannique de l'Intérieur refuse l'extradition vers l'Espagne de Pinochet, qui regagne le Chili. Les manifestations de protestation redoublent.



1er juillet

2001 Pinochet, «déficient mental»
La Cour suprême chilienne clôt une procédure judiciaire engagée contre Pinochet, en raison d'une prétendue santé mentale déficiente.

Documents

Trois années
à comploter

Onze jours après l'élection d'Allende le 4 septembre 1970, Nixon donne l'ordre de barrer la route au président socialiste. Par tous les moyens.

Washington de notre correspondant

Le 19 février, au cours d'une table ronde avec des lycéens, le secrétaire d'Etat Colin Powell est apostrophé sur «le coup d'Etat que les Etats-Unis ont organisé au Chili en 1973». Loin de reprendre le lycéen, Colin Powell répond: «Ce n'est pas une partie de l'histoire dont nous sommes fiers.» Pour la première fois, un responsable américain reconnaît le rôle des Etats-Unis dans le coup d'Etat contre Salvador Allende. Ce commentaire a eu le don d'énerver certains acteurs de l'époque. William Rogers, en charge de l'Amérique latine au Département d'Etat dans les années 1970, a accusé Powell d'«alimenter un bobard». Pourtant, depuis la «déclassification» des documents concernant cette période, décidée par le président Clinton, le doute n'est plus permis: «Si les Etats-Unis n'ont pas directement participé au complot du 11 septembre 1973, ils ont tout fait pour préparer le terrain d'un coup d'Etat contre Allende, qui était pourtant un dirigeant démocratiquement élu. La responsabilité n'en est pas moins grande», analyse Peter Kornbluh, chercheur au National Security Archives, à Washington.

48 heures pour un plan d'action

Kornbluh, 47 ans, a joué un grand rôle, en 1999 et 2000, pour faciliter la «déclassification» des archives de la CIA: lorsque l'agence de renseignement rechignait à publier certains documents, il convoquait la presse. Exploitant la masse de documents désormais publics (1), il vient de publier un livre, *The Pinochet File* (The New Press). C'est le tableau le plus complet à ce jour du rôle joué par les Etats-Unis au Chili. L'implication américaine commence dès le 15 septembre 1970, onze jours à peine après l'élection d'Allende. Lors d'une réunion à la Maison Blanche, le président Nixon ordonne à la CIA d'empêcher l'investiture du leader socialiste, prévue pour le 4 novembre. Les notes manuscrites prises lors d'une réunion par le directeur de la CIA, Richard Helms, en témoignent: «Une chance sur dix peut-être, mais sauvez le Chili!» «N'impliquez pas l'ambassade» [...] «10 millions de dollars, plus si nécessaire» [...] «Boulot à temps plein, nos meilleurs hommes» [...] «48 heures pour un plan d'action» [...]. Helms répercute ces instructions à ses services: «Le président Nixon a décidé qu'un

régime Allende au Chili n'était pas acceptable pour les Etats-Unis. Il a demandé à l'agence soit d'empêcher Allende d'accéder au pouvoir, soit de le déposer («un-seat him»).» On ne saurait être plus clair. Une *task force* (cellule spécialisée) est créée, confiée à l'agent David Philips. C'est le projet Fubelt (2). Henry Kissinger, conseiller à la Sécurité nationale, supervise le tout.

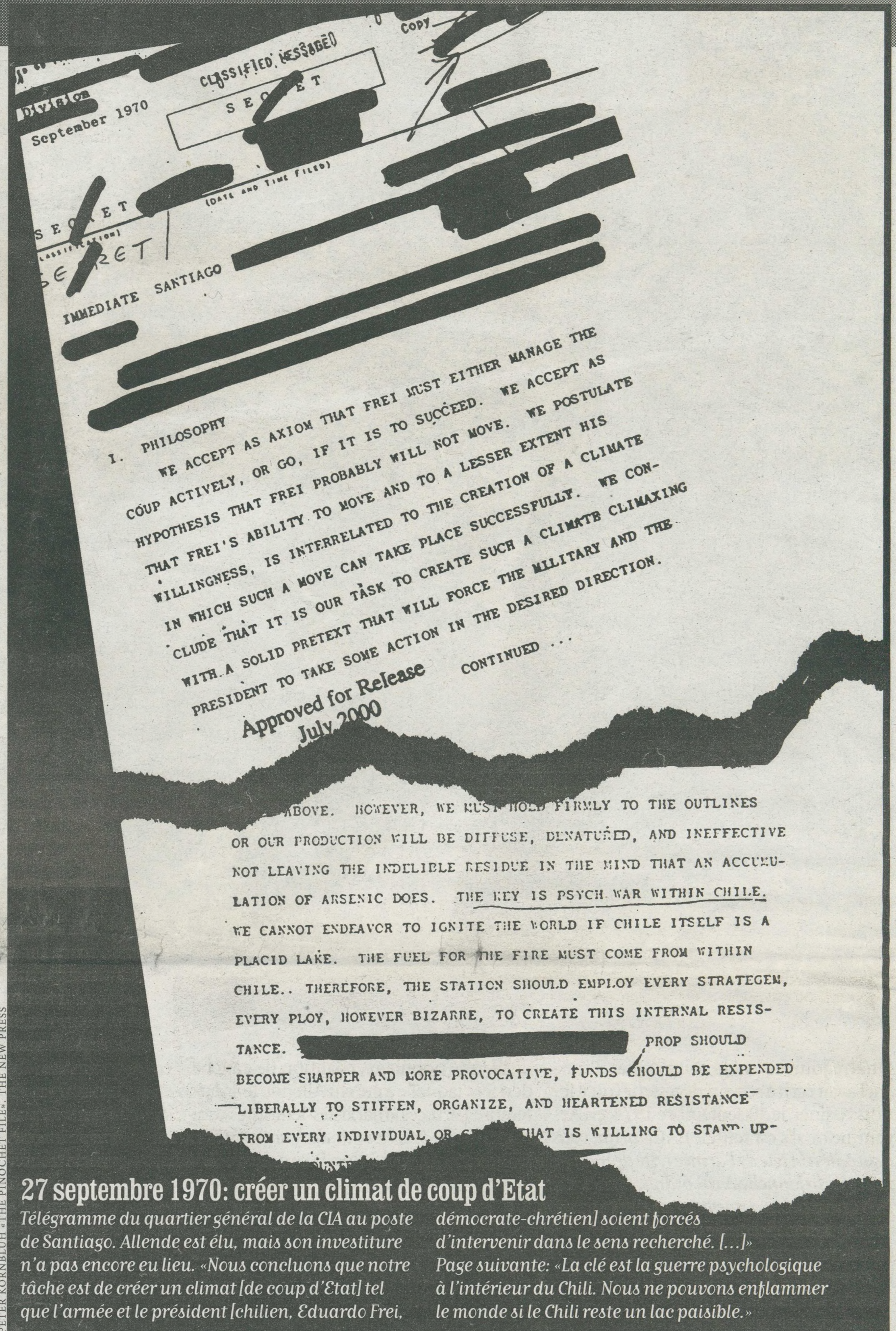
Lancement de Track II

La CIA développe *Track II* (la Piste n° 2), nommée ainsi pour la distinguer de la campagne anti-Allende menée en coopération avec l'ambassade américaine et le président chilien démocrate-chrétien, Eduardo Frei. Le but de *Track II* est d'identifier des militaires capables de mener à bien un putsch, de leur apporter une aide financière et un soutien technique. Quatre «faux drapeaux» (des agents capables de cacher leur nationalité américaine) sont dépêchés à Santiago pour renforcer la «station» de la CIA. Ils ne repèrent qu'«un seul dirigeant militaire de stature nationale qui semble décidé à chasser Allende par la force», mais il n'est guère reluisant: il s'agit du général à la retraite Roberto Viaux, qui a déjà tenté—sans succès—de renverser Eduardo Frei en 1969. Malgré l'avis défavorable de l'ambassadeur Edward Korry, le poste de la CIA à Santiago plai-

de pour appuyer directement un putsch. Le 5 octobre, Kissinger donne son feu vert. Le surlendemain, la CIA, à Langley (siège de l'agence en banlieue de Washington), envoie un message à l'équipe de Santiago: «X. [nom censuré] vous donne l'ordre de contacter l'armée et de lui faire savoir que le gouvernement américain désire une solution militaire et l'appuiera maintenant et plus tard.» Il y a un obstacle sur le chemin des candidats au putsch. Il s'appelle René Schneider, il est chef des armées et a le tort d'être attaché à la Constitution et à la primauté du pouvoir civil. La CIA décide de «sponsoriser», le moment venu, son kidnapping. Elle finance et arme Viaux et les jeunes officiers qui l'entourent. Lorsque l'ex-général veut tenter le coup, la CIA s'y oppose, jugeant l'action prématurée: «Préservez vos actifs. Le temps viendra où vous et vos amis pourrez agir. Vous continuerez à avoir notre soutien.» Viaux n'écoute pas, enlève Schneider et le tue. Mais le putsch échoue. La CIA tente d'étouffer l'affaire, continuant de financer le groupe de mutins et achetant son silence pour 35000 dollars. Nixon en-

«Ce n'est pas une partie de l'histoire dont nous sommes fiers.»

Colin Powell



27 septembre 1970: créer un climat de coup d'Etat

Télégramme du quartier général de la CIA au poste de Santiago. Allende est élu, mais son investiture n'a pas encore eu lieu. «Nous concluons que notre tâche est de créer un climat [de coup d'Etat] tel que l'armée et le président [chilien, Eduardo Frei,

démocrate-chrétien] soient forcés d'intervenir dans le sens recherché. [...] Page suivante: «La clé est la guerre psychologique à l'intérieur du Chili. Nous ne pouvons enflammer le monde si le Chili reste un lac paisible.»

voie à Frei un message de condoléances, face à ce «répugnant événement».

«Il a échoué, l'enfant de salaud»

Allende accède au pouvoir le 4 novembre 1970. L'épisode Schneider a refroidi Washington. L'objectif, «faire tomber» Allende, demeure, comme en témoigne le compte rendu d'une réunion du Conseil national de sécurité du 6 novembre. «Nous devons tout faire pour lui faire mal et le faire tomber», dit alors le secrétaire à la Défense, Melvin Laird. L'idée d'aider directement des putschistes est enterrée, mais tous les efforts sont déployés pour créer un «climat de coup d'Etat»: mise en place d'un «blocus invisible», financement du journal de droite *El Mercurio* et du Parti national, etc. Le groupe de télécommunications ITT aide la CIA à favoriser le chaos économique. Mais sans prendre assez de précautions: des documents parviennent au *Washington Post*, qui publie un article sur les complots américains. Tollé à Santiago, *idem* au Congrès américain. Nixon est furieux contre l'ambassadeur Korry, dont des propos sont mentionnés dans les documents d'ITT reproduits par le *Post* (il y explique que Nixon lui a donné l'ordre de tout faire pour em-

pêcher l'arrivée au pouvoir d'Allende). «D'où ça sort?», s'énerve Nixon lors d'une conversation téléphonique, ajoutant: «Eh bien, c'est vrai! Il a reçu cet ordre. Mais il a échoué, l'enfant de salaud! Ça c'est son principal problème. Il aurait dû empêcher Allende d'arriver au pouvoir!»

«Coup d'Etat proche de la perfection»

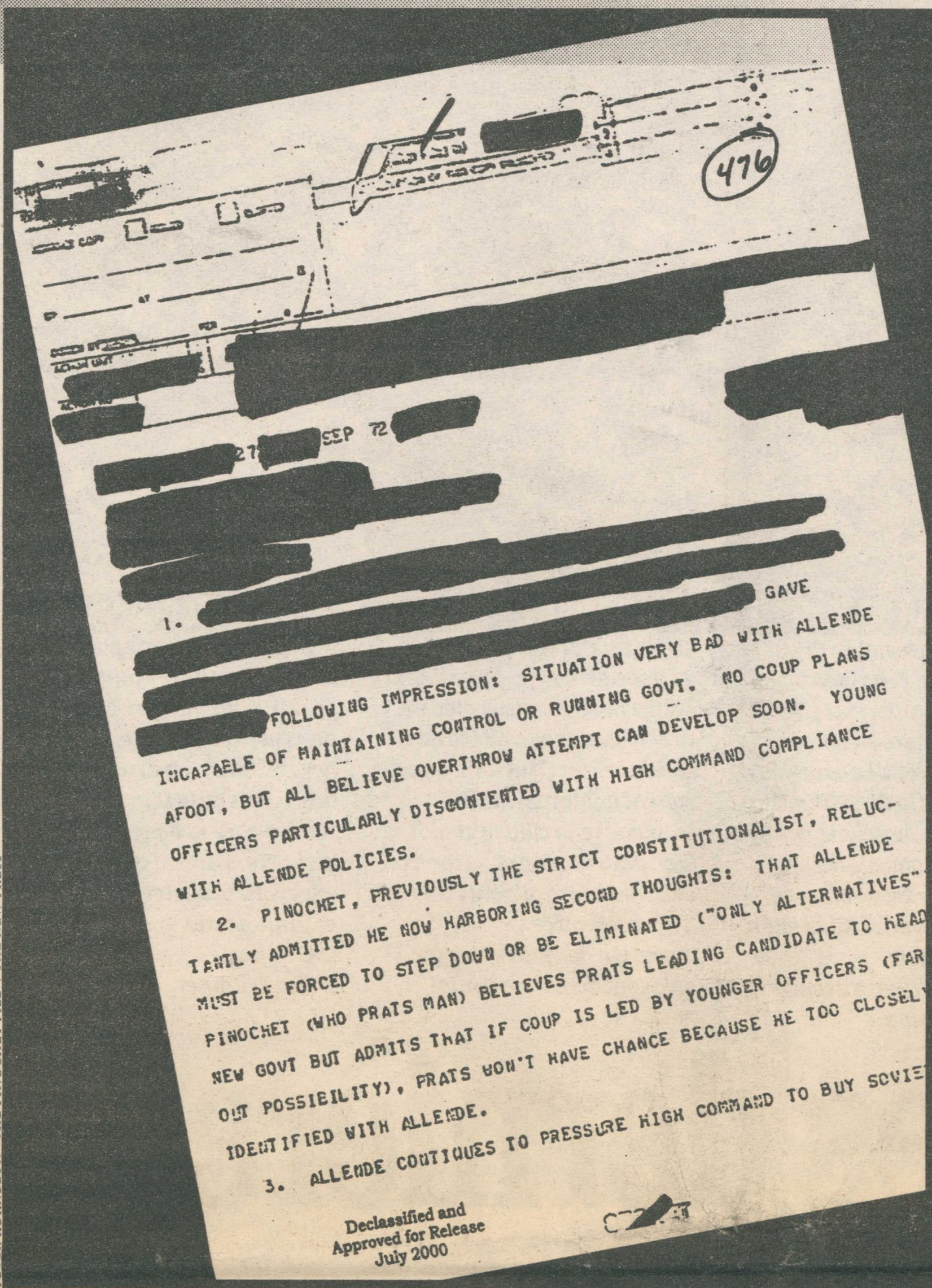
Le Congrès ouvre une enquête. Malgré les pressions des «durs» du bureau de la CIA à Santiago, l'agence désapprouve toute aide directe aux candidats-putschistes. Le 8 septembre 1973, l'agence est prévenue du coup d'Etat en préparation. Elle alerte la Maison Blanche. Le 11, elle transmet une demande des putschistes: les Etats-Unis les aideront-ils si les choses tournaient mal? Washington n'aura pas besoin de répondre: «Le coup d'Etat a été proche de la perfection», s'enthousiasme le lieutenant-colonel Patrick Ryan, en charge des forces américaines à Valparaiso, dans le rapport qu'il envoie à Washington ●

PASCAL RICHE

(1) www.gwu.edu/~nsarchiv/latin_america/chile.htm
(2) Fu était le code du Chili dans le jargon de la CIA. Belt: signifiée ceinture, mais aussi beigne.

27 septembre 1972: les «réflexions» de Pinochet

Câble de la CIA qui a rencontré des militaires chiliens. «Pinochet, auparavant strict constitutionnaliste, a admis à contrecoeur qu'il avait maintenant en tête de nouveaux projets: qu'on soit obligé de déposer ou d'éliminer Allende ("seule alternative" [citation prêtée à Pinochet, ndlr]). Le télégramme se termine en indiquant que Pinochet, alors qu'il était de passage à Panama, a été informé du fait que «les Etats-Unis soutiendront un coup d'Etat contre Allende "avec tous les moyens nécessaires" quand le moment viendra».



PETER KORNBLUH - THE PINOCHET FILE - THE NEW PRESS

Le continent dans les serres du **plan Condor**

Ce plan militaire et policier, lancé en 1975, visait à l'élimination physique des opposants pour pérenniser les dictatures.

Buenos Aires de notre correspondant

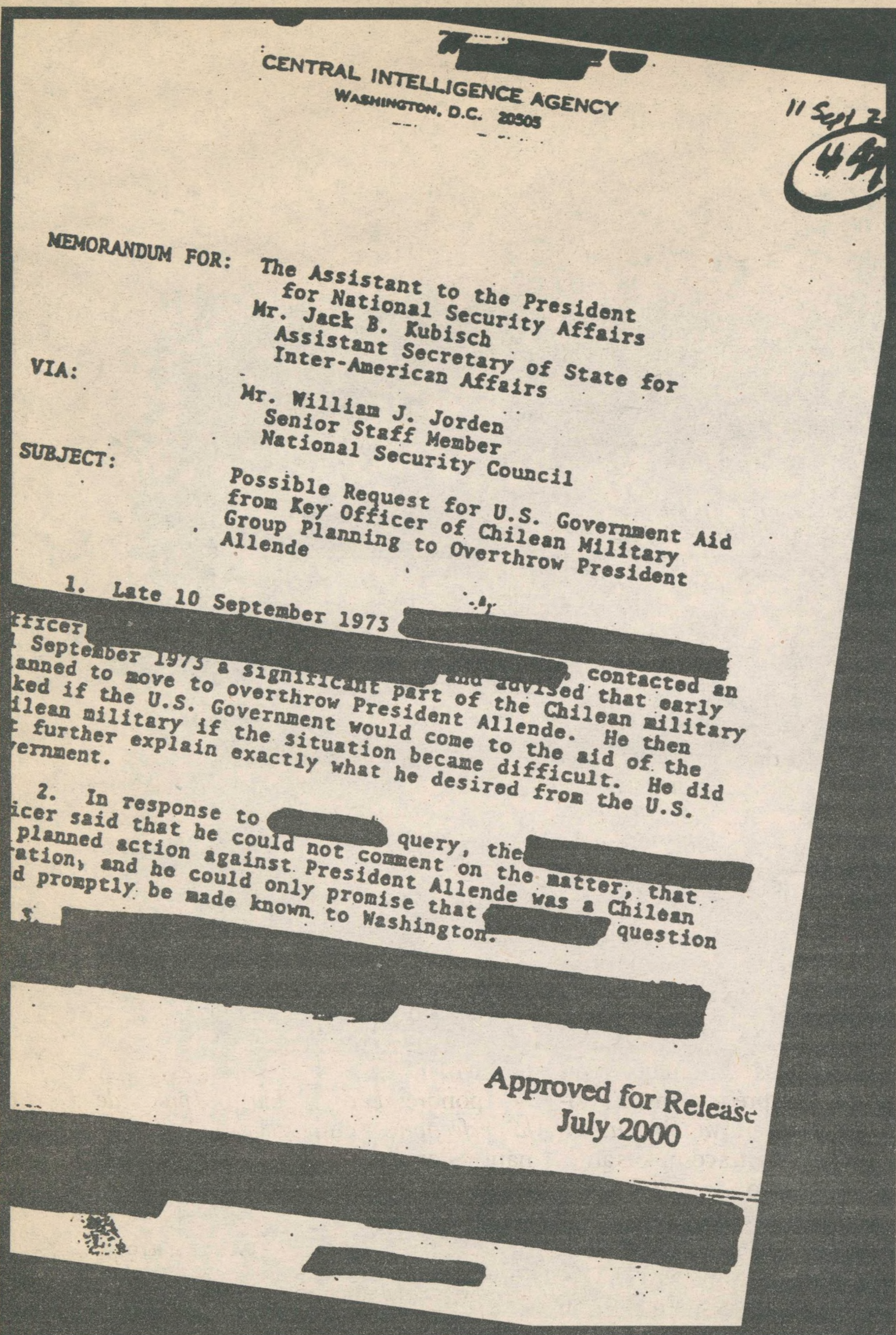
Atteint d'un cancer, mais sain d'esprit, le colonel Manuel Contreras, ex-chef de la Dina (Direction nationale du renseignement), la police secrète de Pinochet, est en détention à son domicile de Santiago du Chili. En mars 2002, la Cour suprême chilienne a refusé son extradition à la justice argentine, qui l'accuse d'être le concepteur de l'opération dite Condor, une coordination des polices secrètes de la plupart des gouvernements militaires d'Amérique latine en liaison avec la CIA, au début des années 70. Le juge argentin Rodolfo Canibo Corral demande alors également l'extradition d'Alfredo Stroessner, dictateur du Paraguay pendant trente-cinq ans, actuellement réfugié au Brésil et d'Augusto Pinochet. Jorge Videla, leader de la junte militaire qui s'empare du pouvoir en Argentine le 24 mars 1976 et gouverne le pays jusqu'en 1981, a déjà été jugé en 2001 pour sa participation à cette organisation illégale vouée à la persécution de réfugiés politiques. Agé de 78 ans, il est lui aussi aux arrêts domiciliaires, depuis 1998 à Buenos Aires, condamné pour enlèvements d'enfants, une des seules peines non amnistiées en Argentine.

«Contre le communisme». En 1998, depuis Madrid, Baltasar Garzon demande l'extradition d'Augusto Pinochet et de son bras droit Manuel Contreras, chef de la police politique. Le juge espagnol accuse –entres autres– les deux militaires d'être à l'origine de l'opération Condor, dont «le but est de conspirer, développer et exécuter un plan criminel systématique de détentions illégales, d'enlèvements, de tortures, de meurtres, de déplacements forcés et de disparition sélective de 3000 personnes». Le plan

Condor naît formellement en octobre 1975 à Santiago du Chili, d'une réunion entre le colonel Manuel Contreras et ses homologues paraguayen et argentin. Il prévoit de renforcer la coordination des polices secrètes de ces trois pays, mais également de l'Uruguay, du Brésil et de la Bolivie, dans la lutte contre «le communisme international», une priorité partagée à l'époque par les Etats-Unis. Les archives du Département d'Etat américain démontrent une communication fluide entre les ambassades américaines et les militaires. «Nous savons que les forces de sécurité argentine et chiliennes coopèrent pour essayer de contrôler la guérilla et les terroristes en opérant à travers les frontières. Nous soupçonnons que, dans certains cas, le gouvernement argentin peut remettre secrètement un terroriste chilien à la demande des autorités de ce pays», explique un document de l'ambassade des Etats-Unis à Buenos Aires daté du 19 mai 1976.

Recherche et élimination. Le plan Condor officialise en effet les missions de recherche et d'élimination menées par les services de renseignement des gouvernements militaires de l'époque, sans considération de territoire ni de nationalité. A Buenos Aires, c'est un garage, les Automobiles Orletti, qui sert de principal centre de détention et de «gare de triage» pour les militants détenus: Paraguayens, Boliviens, Chiliens arrêtés en Argentine, puis «remis» à leurs autorités respectives. Parmi les faits d'armes les plus marquants de cette vaste opération illégale, soutenue par la CIA jusqu'à l'arrivée du président Carter en 1978, figurent l'assassinat, en 1974 à Buenos Aires, du général Carlos Prats, ancien commandant en chef de l'armée chilienne, et, en 1976 à Washington, celui d'Orlando Letelier, ministre des Affaires étrangères sous Allende. Jugé responsable de ces deux meurtres, Manuel Contreras a été emprisonné cinq ans au Chili avant d'être placé en résidence surveillée pour raisons de santé ●

ANTOINE BIGO



11 septembre 1973: demande de renfort

Ce message adressé par la CIA à Henry Kissinger, conseiller à la Sécurité nationale, le matin du coup, fait état d'une conversation, la veille au soir, entre un «officier clé» du groupe des putschistes, et un de ses agents: «Il lui a demandé si le gouvernement américain viendrait en aide à l'armée chilienne si la situation devenait difficile.» L'agent lui a répondu que «l'action contre le président Allende était une opération chilienne» et qu'il ne pouvait que promettre de transmettre rapidement la question à Washington.

PETER KORNBLUH - THE PINOCHET FILE - THE NEW PRESS

Disparus



Patricio Biedma

En juillet 1976, il est arrêté à Buenos Aires. Argentin résidant au Chili, Patricio Biedma Schadewaldt, leader du MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire), avait fui les persécutions en Argentine. Il a été interrogé par un militaire chilien dans les locaux des organismes de sécurité argentins. Durant sa détention, il a conjié sa peur d'être transféré au Chili.



Julio Muñoz

Le 9 septembre 1987, cinq jeunes du PC, dont Julio Orlando Muñoz Otarola, 33 ans, technicien métallurgiste, sont arrêtés. Ils ont été retenus quinze jours dans un local du Centre national du renseignement (ex-Dina), où ils ont été torturés. Puis ils sont drogués et emportés au nord de Valparaiso en hélicoptère, d'où on les jette à la mer avec des rails aux pieds, après leur avoir ouvert le ventre.



Nilda Peña

Arrêtés le 10 décembre 1974, Nilda Patricia Peña Solari, 23 ans, étudiante, et son frère, Mario Fernando, étaient des militants du MIR. Le lendemain, des agents de la Dina (Direction nationale du renseignement) se rendent au domicile des victimes pour récupérer des médicaments pour Nilda Peña, qui était malade. Les détenus disparaissent aux mains de la Dina.



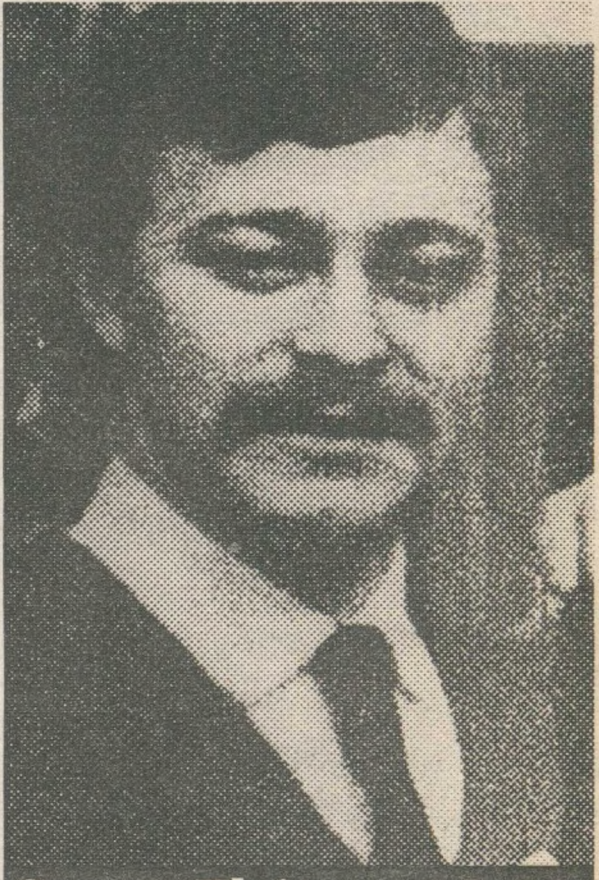
Jorge Muller

Arrêtés sur la voie publique le 29 novembre 1974, Jorge Hernan Muller Silva, 27 ans, cinéaste, et sa collègue de travail Carmen Cecilia Bueno Cifuentes, 24 ans, étaient militants du MIR. Emmenés à la villa Grimaldi (lieu de détention et de torture de la dictature), ils ont été transférés au centre de détention de Cuatro Alamos, où ils ont disparu entre les mains de la Dina.



Elsa Leuthner

Arrêtée le 15 août 1974, Elsa Victoria Leuthner Muñoz, 32 ans, était membre du PS, dans la clandestinité. Quelques heures après son arrestation, des agents de la Dina se sont rendus chez sa mère pour récupérer l'argent que la victime envoyait régulièrement pour ses enfants depuis la clandestinité. On n'a plus rien su d'Elsa Leuthner.



George Klein

Le 11 septembre 1973, après le bombardement du palais de la Moneda, plusieurs collaborateurs d'Allende sont arrêtés, dont George Klein Phipper, 27 ans, médecin et conseiller du Président. Ils sont conduits au régiment Tacna, jusqu'au 13 septembre. Puis ils sont emmenés à bord d'un camion militaire. Ils auraient été exécutés et enterrés dans des zones militaires.

Les dernières traces

Ce mur photographique, inauguré en juillet 2002 sur le pont de Bulnes, au-dessus du rio Mapocho qui traverse Santiago du Chili, est un hommage public aux détenus disparus du Chili. En créant une mémoire vivante, il fallait laisser une trace de l'ampleur des atrocités et de la cruauté qui ont accompagné la disparition de ces personnes. Sur un total de 1 197 détenus disparus, selon la commission Vérité et Réconciliation de 1991 (rapport Rettig), nous avons réussi à trouver 928 photos dans les archives des organisations des droits de l'homme et des organismes gouvernementaux et auprès des familles. Ces images constituent les archives les plus complètes sur les détenus disparus entre 1973 et 1988. Ce mur de la mémoire nous rappelle qu'il est impossible d'échapper à ce qui s'est passé, que nous sommes le résultat de ce que nous avons été. L'appareil photo, cet « électroménager de la mémoire », a enregistré un instant de la vie de chacun de nos amis pour nous emmener dans un temps impossible où il n'y a ni passé ni futur: tout est présent.

CLAUDIO PEREZ
et RODRIGO GOMEZ-ROVIRA
(IMA Agence VU)

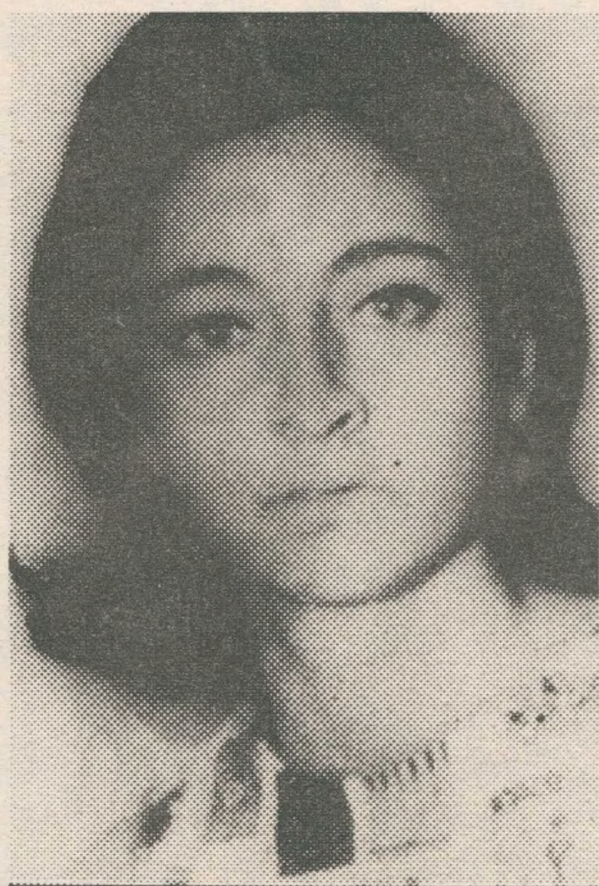




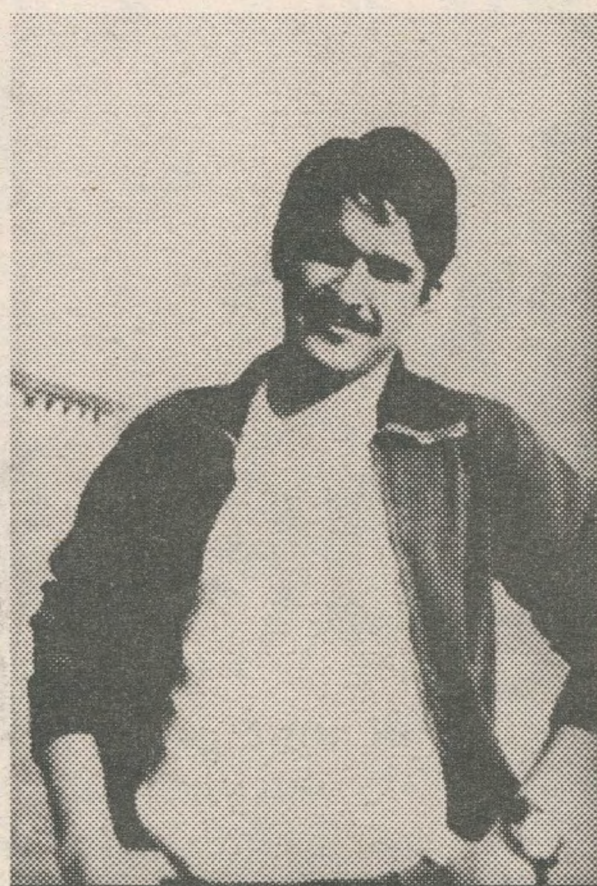
Maria Ramirez
Le 30 novembre 1974, Maria Julieta Ramirez Gallego, 65 ans, se rend au centre de détention de Tres Alamos pour voir ses deux enfants, militants du MIR. Selon des témoignages, les gardes ont trouvé des objets compromettants dans ce qu'elle apportait à ses enfants et elle aurait donc été arrêtée. C'est à la villa Grimaldi qu'elle a été vue pour la dernière fois.



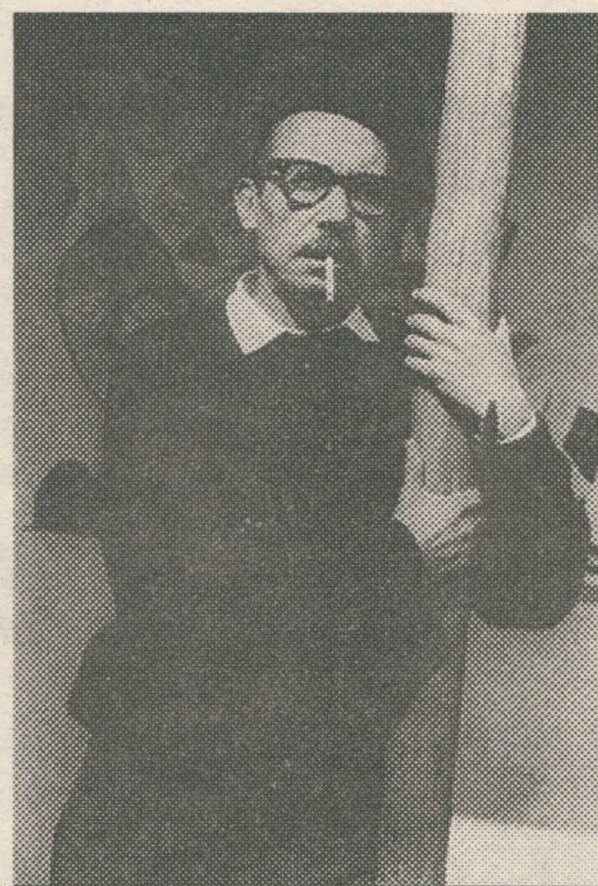
Lincoyan Berrios
Le 15 décembre 1976, Lincoyan Yahu Berrios Catalan, 48 ans, ancien président des employés municipaux du Chili, membre du Parti communiste, et Horacio Cepeda Marinkovic, membre du Comité central du PC chilien, 54 ans, sont arrêtés sur la voie publique.



Reinalda Pereira
Le 15 décembre 1976, Reinalda del Carmen Pereira Plaza, 29 ans, militante des Jeunesses communistes, enceinte de cinq mois, est arrêtée avec Lincoyan Berrios et Horacio Cepeda. Des agents l'emmènent de force dans leur véhicule devant de nombreux témoins. Depuis cette date, on ignore le sort de Reinalda Pereira et de l'enfant qu'elle attendait.



Ignacio Gonzalez
Le 4 décembre 1975, l'étudiant et militant communiste Ignacio Orlando Gonzalez Espinoza est arrêté au domicile de sa belle-mère en présence de nombreux témoins. Il est resté détenu à la base aérienne de Colina, d'où il aurait été extrait, avec d'autres détenus, pour être assassiné sur les terrains militaires de Peldehue. Son corps n'a jamais été retrouvé.



Horacio Cepeda
Le 15 décembre 1976, Horacio Cepeda Marinkovic, membre du Comité central du PC, 54 ans, et Lincoyan Yahu Berrios Catalan, 48 ans, ex-président des employés municipaux du Chili, également au PC, ont été arrêtés sur la voie publique. Horacio Cepeda a été vu plus tard dans un centre de détention clandestin, puis on perd sa trace.



Jaime Robotham
Le 31 décembre 1974, Jaime Eugenio Robotham Bravo, 23 ans, étudiant en sociologie et militant du PS, et Claudio Francisco Thaub Pacheco, 24 ans, étudiant et probablement membre du Comité central du PS sont arrêtés sur la voie publique. Ils ont été emmenés à la villa Grimaldi, où l'on perd leur trace à la mi-janvier 1975.

(source des légendes : rapport Rettig, 1991)

d'une mémoire fugitive



L'héritage

L'armée aux aguets

Les militaires, qui disposent d'une large autonomie, ne sont plus au pouvoir, mais le surveillent.

Santiago envoyé spécial

«**P**inochet, un dictateur? C'est une caricature de la presse marxiste étrangère... L'histoire lui rendra justice comme le meilleur président que ce pays a connu.» Le général Jorge Ballerino, un proche de Pinochet, a pris sa retraite, comme son maître, et a mis son devoir de réserve dans sa poche. Il dit, sans rire: «Dans ce pays, les forces armées sont traditionnellement apolitiques, elles n'interviennent pas dans le débat politique... Mais ne pas intervenir ne veut pas dire se taire.» D'une phrase, il a résumé le casse-tête du Chili, démocratie «bancale» ou «incomplète» comme disent certains. Démocratie sous surveillance, en tout cas.

Chèque en blanc. L'armée n'est plus au pouvoir, mais elle surveille le pouvoir. C'est même inscrit dans la Constitution léguée par Pinochet en 1980, difficilement réformable sauf par une majorité introuvable: «Les forces armées sont les garantes de l'ordre institutionnel.» Un cas sans doute unique en démocratie. Un chèque en blanc laissé par Pinochet à ses successeurs galonnés: si vous estimez les institutions menacées, reprenez le pouvoir.

Pour Jorge Ballerino, c'est clair: «L'armée est le garde-fou de la nation devant n'importe quel problème interne.» Certes, un coup d'Etat aujourd'hui semble impensable, parce que les «manœuvres marxistes» qui obsèdent le général le sont tout autant. Et la génération aux commandes de l'armée aujourd'hui n'a pas ou peu croisé Pinochet. Récemment, l'actuel

commandant en chef, le général Cheyre, a prononcé les deux mots que beaucoup attendaient: «Nunca mas», plus jamais ça. Jorge Ballerino interprète: «Plus jamais ça, d'accord. Mais ça veut dire aussi: plus jamais de tentative d'introduction d'une doctrine étrangère marxiste dans notre pays.»

L'armée chilienne dispose d'une large autonomie, administrative et financière. Ce n'est pas le président de la République qui en est le chef, mais le commandant en chef des armées. Certes, le chef de l'Etat nomme, pour quatre ans, les commandants des trois armes et celui des Carabiniers (police), mais il ne peut pas les révoquer, quels que soient leurs dérapages éventuels. Financièrement, Pinochet, avant de quitter le pouvoir, a bétonné le budget militaire, qui ne peut être inférieur à celui de 1988 et

est augmenté chaque année, au minimum, de l'inflation. Hors budget, l'armée dispose à volonté, selon la loi, de 10% du revenu des exportations de Codelco, la corporation du cuivre, la plus grosse entreprise publique du pays (premier producteur mondial du métal rouge, le Chili est surnommé l'Arabie Saoudite du cuivre). Ce qui représente 400 millions de dollars les bonnes années. Au total, «L'armée chilienne a les ressources les plus élevées d'Amérique latine et elle est le principal facteur de la course aux armements dans la région», explique Raul Sohr, directeur de l'Institut d'études stratégiques et de sécurité internationale (Ideesi). «Avec cette manne, elle s'est achetée récemment 250 tanks Léopard, des sous-marins français, 10 avions F16 flambant neufs et des frégates. Pour quoi faire? On n'en sait rien... La politique de défense ne définit pas les menaces. On dirait qu'on se prépare à une guerre contre les voisins, alors qu'il n'y a plus de conflit frontalier depuis des lustres.»

Contrairement au reste de la population, pour qui tout a été privatisé, l'armée a gardé une sécurité sociale publique. Très déficitaires, les systèmes de santé et de retraite sont financés par le budget de l'Etat. Autre héritage de Pinochet: quatre sièges de sénateurs sont réservés à des militaires, désignés, qui pèsent ainsi directement sur la vie politique. Quatre sénateurs qui votent systématiquement à droite. Formée au pas de l'oise prussien à la fin du XIX^e siècle, l'armée chilienne véhicule les valeurs les plus conservatrices du national-catholicisme. Elle a fait de Pinochet une figure sacrée, ce qui explique en grande partie pourquoi l'ex-dictateur n'a jamais été jugé dans son pays. «Quand il a été arrêté à Londres, raconte le général Ballerino, j'ai senti une colère terrible, et la frustration de ne pas pouvoir aller le sauver. Malheureusement, l'armée chilienne n'a pas les moyens d'organiser une opération commando dans un pays aussi lointain...»

Danger potentiel. «Malgré le retour de la démocratie, explique Raul Sohr, ce pays n'a aucun contrôle sur ses forces armées, qui vivent sur une autre planète, isolées de la société. Les militaires naissent dans un hôpital militaire, grandissent dans des résidences militaires, vont au collège militaire, touchent des retraites de militaire... Ils n'ont changé en rien. Et quand elle n'est pas intégrée, une armée représente toujours un danger potentiel pour la société.»

Pour tenter de régler le contentieux sur les droits de l'homme, le président (socialiste) Ricardo Lagos avait mis en place une table de dialogue. Des avocats des droits de l'homme se sont assis en face de militaires, notamment pour obtenir des informations sur les disparus de la dictature. La loi du silence a régné. «La priorité de la politique de défense de tous les gouvernements démocratiques depuis le départ de Pinochet, estime Raul Sohr, c'est que les militaires ne fassent pas de vagues. Les achats d'armes, ce sont les jouets avec lesquels le pouvoir politique achète sa tranquillité» ● J.-H.A.

Mobilisation.

Campagne pour le oui au plébiscite d'octobre 1988, place des Armes, à Santiago.

Pinochet ne sera jamais jugé

Seuls des seconds couteaux sont menacés de procès dans un pays divisé sur son histoire.

Santiago envoyé spécial

En ce dernier dimanche d'août, l'immense Cimetière général de Santiago se remplit peu à peu de familles venues fleurir les tombes. Dans ce labyrinthe planté de cyprès, aucun plan, aucune signalisation n'indique le tombeau de Salvador Allende. Il se trouve dans un coin de la parcelle numéro 39. Un caveau familial surplombé d'un monument de quatre blocs de pierre blanche qui montent vers le ciel. «Salvador Allende Gossens. 1908-1973.» Sur une plaque, la fin de son dernier dis-

cours, qu'il improvisa au palais présidentiel assiégé avant de se suicider: «Travailleurs de ma patrie, je crois au Chili et à son destin. D'autres hommes surmonteront ce moment gris et amer où la trahison prétend s'imposer. Sachez que, plus tôt que tard, s'ouvriront les grandes allées où passera l'homme libre pour construire une société meilleure. La Moneda, 1973.»

Victoire de 1973. Posés sur la plaque, deux vieux oeillets rouges fanent. C'est tout. Ce dimanche-là, personne n'a fleuri la tombe d'Allende. Pour une majorité de Chiliens, l'homme n'est pas un héros. L'installation de sa statue il y a quelques années sur la place de la Constitution, en face du palais de la Moneda, avait déclenché maintes polémiques. Jusqu'en 2000, le 11 septembre était férié... pour fêter la «victoire» militaire de 1973. Même référence pour la grande avenue du 11-Septembre qui traverse une partie du nord-est de la capitale. Et cette année, la polémique s'est faite plus forte que jamais à l'approche du 30^e anniversaire de la mort de l'ex-président. Le gouvernement socialiste entend réaliser une série de gestes à la mémoire d'Allende. Comme la réouverture de la

CLAUDIO PEREZ, IMA, VU

«L'armée est le garde-fou de la nation devant n'importe quel problème interne.»

Jorge Ballerino, ancien général

L'ultralibéralisme a toujours COURS

**Inexpérimentés,
les militaires ont
appliqué à la
lettre les recettes
des Chicago boys.**

Santiago envoyé spécial

L'économiste chilien Ricardo Ffrench-Davis se marre encore en racontant l'histoire: «Un des membres de la junte, l'amiral Merino, s'est offusqué un jour quand quelqu'un a affirmé qu'il n'y connaissait rien en matière économique. Il a répondu qu'il avait lu plusieurs fois l'article "économie" dans une encyclopédie...» En arrivant au pouvoir, les militaires n'y connaissaient en fait goutte en la matière. Pourtant, ils avaient quelques idées derrière la tête.

Credos. Dès 1972, étudiant la possibilité d'un putsch, la Marine avait indirectement pris contact avec un réseau de jeunes économistes de droite formés à l'Université catholique, laquelle multipliait les échanges, depuis les années 50, avec celle de Chicago. Ces *Chicago boys*, comme on devait les appeler plus tard, ont donc biberonné aux credos du prix Nobel américain d'économie Milton Friedman: monétarisme et néolibéralisme. Le lendemain

**A la fin
de la dictature,
les revenus
des 20%
de Chiliens
les plus riches
représentaient
plus de 20 fois
ceux
des 20% les
plus pauvres.**

du coup d'Etat, un résumé de leurs idées est sur le bureau de Pinochet. «Celui-ci s'est accroché à cette bouée de sauvetage. En plus, ça tombait bien, ces idées étaient exactement à l'opposé de la politique d'Allende», poursuit Ffrench-Davis. Pendant dix-sept ans de dictature, le Chili va donc expérimenter un libéralisme ultra, à peine remis en cause encore aujourd'hui. Il n'y a ni partis, ni syndicats, ni presse indépendante pour contester ces méthodes. Mis à part les régimes sociaux des militaires, le pays va être entièrement privatisé. Pas seulement les entreprises, mais aussi la santé, les retraites, l'éducation... L'Etat se désengage partout. Depuis 1980, les Chiliens doivent verser 10% de leur salaire à un des fonds de pension présents sur le marché. Le modèle n'a pas été testé, puisque cette génération n'est pas encore ar-

rivée à l'âge de la retraite. Mais les travailleurs temporaires, nombreux, ou ceux qui se retrouvent au chômage se font déjà du souci: ils n'ont pas cotisé durant leurs périodes de non-travail. Les Chiliens sont aussi invités à cotiser à une assurance santé privée. Des contrats qui présentent parfois bien des surprises: «Un jour, je me foule la cheville et je découvre que je dois payer la moitié de la facture, raconte une jeune femme. Puis mon médecin m'envoie faire 10 séances de kiné mais mon "plan-santé" n'en payait que deux.»

Il existe certes toujours un système de santé publique, mais il a été laissé à l'abandon sous la dictature, même si, depuis le retour de la démocratie, les gouvernements successifs, démocrates-chrétiens puis socialiste, réinvestissent un tant soit peu. «A la fin des années 80, les hôpitaux manquaient de tout, il fallait apporter soi-même son coton ou ses draps», raconte Ricardo Ffrench-Davis. Quant à l'assurance chômage, elle n'a recommencé à exister qu'en octobre 2002. Le désengagement de l'Etat a également touché l'éducation, où l'investissement par habitant a diminué de moitié durant la dictature. Aujourd'hui encore, un mois d'inscription dans un collège moyen peut coûter jusqu'à un salaire minimum, environ 150 euros.

Fruits. D'un point de vue macro-économique, cette recette libérale de choc semble avoir porté ses fruits. Le pays a affiché des taux de croissance de 7% en moyenne dans les années 90, redescendus à 3% aujourd'hui. Il a surtout su éviter les grandes crises économiques et sociales qu'ont connues ses voisins d'Amérique latine, comme l'Argentine, notamment grâce à un endettement beaucoup moins élevé. Mais les inégalités ont augmenté. «A la fin de la dictature, les revenus des 20% de Chiliens les plus riches représentaient plus de 20 fois ceux des 20% les plus pauvres, détaille Davis. Cette différence a diminué, mais les inégalités sont encore largement plus élevées qu'à la fin des années 60.»

Aujourd'hui, le modèle libéral n'est pas remis en cause, «même s'il existe quand même de plus en plus de vraies discussions sur les erreurs commises dans le système de protection sociale», poursuit l'économiste. Mais ce pays reste imprégné du mythe libéral. ●

J.-H.A.



porte latérale du palais de la Moneda d'où avait été sorti le cadavre du Président, porte condamnée lors de la reconstruction du palais sous Pinochet. Ou la pose d'une plaque commémorative sur le lieu de sa mort. Ni la droite ni la Démocratie chrétienne (DC), pourtant alliée des socialistes, n'ont voulu s'associer aux cérémonies. «Les socialistes entendent blanchir le passé, falsifier l'histoire, mais les faits auront toujours raison», déclare Sergio Romero, sénateur de Renovation nationale (droite). La seule responsabilité de la violence politique incombe à un système qui avait voulu changer une démocratie en une tyrannie marxiste.» Comme d'autres membres de son parti, le démocrate-chrétien Andrés Zaldívar, président du Sénat, se fera lui aussi porter pâle: «Assister à ces hommages serait une hypocrisie, je n'ai jamais été d'accord avec Allende.» Au lendemain du coup d'Etat, la DC en avait rejeté la responsabilité sur «le désastre économique, le chaos institutionnel et la crise morale» provoqués par le gouvernement Allende.

«Ce pays a une mémoire à court terme, explique le journaliste et écrivaine Nancy Guzman, il n'y existe pas de conscience collective.» Les divisions, le poids énorme des militaires dans le pays (lire ci-contre) expliquent pourquoi le Chili n'a jamais jugé Pinochet. Pourtant, l'arrestation du dictateur au Royaume-Uni, le 16 octobre 1998, à la demande du juge espagnol Baltasar Garzon, avait créé un choc, «comme si le monstre n'était plus invincible», se rappelle Nancy Guzman. Libéré par Londres après un long feuilleton politico-judiciaire, Pinochet, rentré chez lui, devait affronter la justice de son pays. Le juge d'instruction Guzman a demandé la levée de l'immunité du sénateur à vie. L'inculpation porte sur diverses affaires, notamment celle de la «Caravane de la mort», un groupe de militaires qui a tra-

versé le pays au début du mois d'octobre 1973 pour exécuter sommairement 75 prisonniers politiques. L'instruction remonte en 2001 jusqu'à la Cour suprême, qui décide que Pinochet, 85 ans à l'époque, ne peut affronter de procès en raison de son état mental, perturbé par une «démence vasculaire modérée». D'autres instructions suivent leur cours, mais plus personne ne croit en un procès. Les avocats des familles des disparus ont pourtant exhibé une revue de presse où étaient relatées les multiples activités sociales du «dément vasculaire»: déjeuners, dîners, discours, réceptions... organisés depuis sa luxueuse résidence de Los Boldos, à Bucalemu, au sud de Valparaíso.

Réconciliation. La justice progresse tout de même contre des seconds couteaux de la dictature. Dans près de 75 affaires concernant des centaines de disparus ou d'exécutés, plus de 300 militaires, dont une vingtaine de généraux, ont été mis en examen et placés en détention préventive ou assignés à résidence. Pour beaucoup de Chiliens, le travail de mémoire ne fait que commencer. «Les hommes politiques nous parlent de réconciliation, mais en fait ils voudraient qu'on oublie, qu'on tourne la page», accuse Claudina Nuñez, une responsable du quartier de la Victoria, l'un des plus pauvres de la périphérie de Santiago et des plus atteints par la répression. «Comment tourner la page? Dans ce pays, on peut croiser, dans le même uniforme, ce-

lui qui a tué son père ou torturé sa mère. Ce que nous voulons c'est la justice et la vérité.»

Au Cimetière général de Santiago, à quelques centaines de mètres du tombeau d'Allende, sont gravés sur le «mur de la mémoire» les noms de plus de 2000 exécutés et disparus. La dette encore bien vivante de la dictature, que Pinochet ne paiera sans doute jamais ●

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD

**«Dans ce pays,
on peut croiser,
dans le même
uniforme, celui
qui a tué son
père ou torturé
sa mère.»**

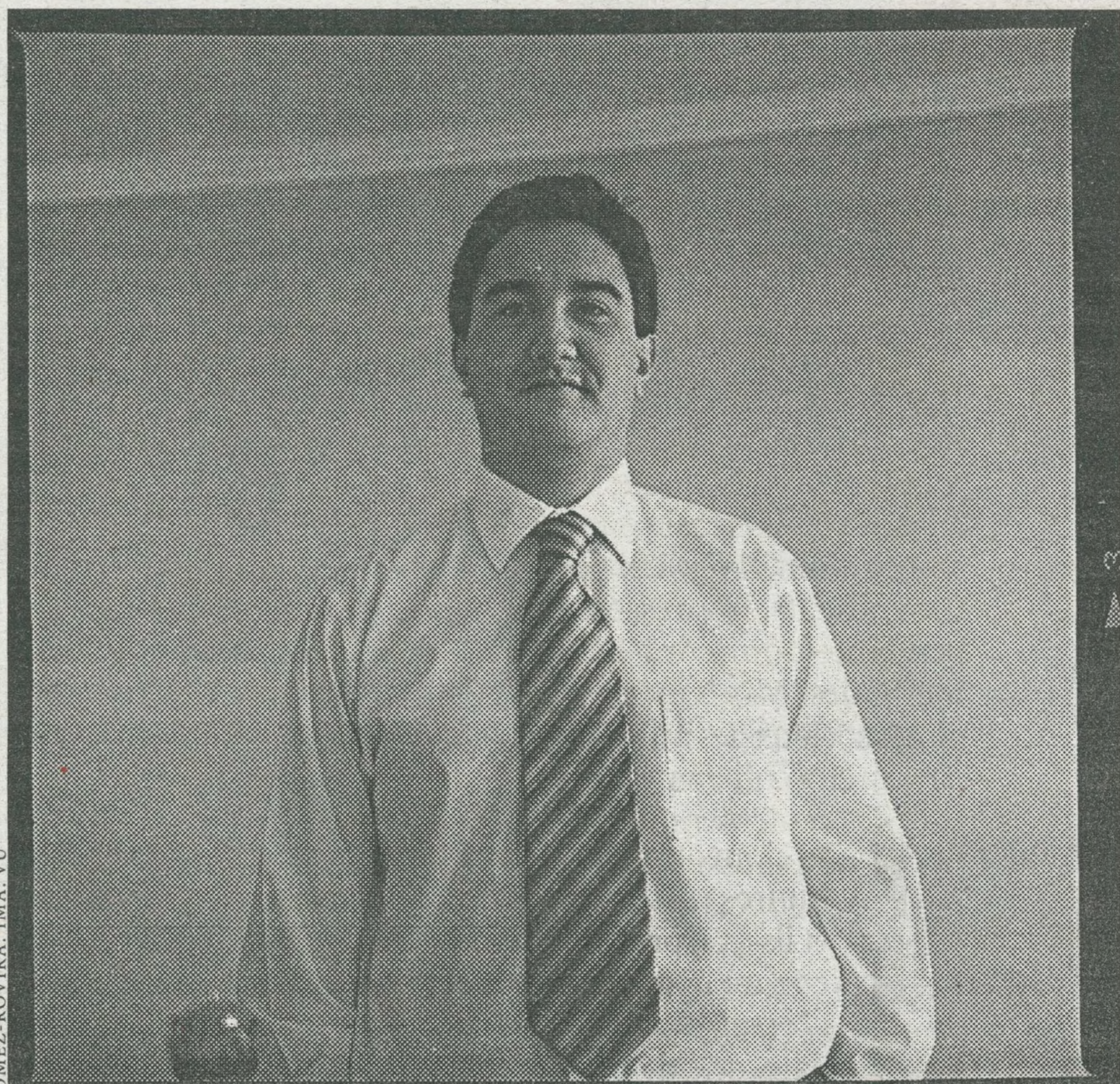
**Une victime de
la répression**

Génération 30 ans

«On ne peut pas vivre tourné vers le passé»

«Pinochet est très mal vu à l'étranger, mais la vérité n'est peut-être pas aussi simple. Ce que j'ai appris, petit, du 11 septembre, c'est qu'il y avait au Chili un gouvernement catastrophique, celui d'Allende, et que les Chiliens en avaient assez et ont demandé que cela cesse. Mon père m'a toujours raconté la pénurie qui a précédé, le marché noir, les files d'attente devant les magasins, les femmes qui jetaient du maïs sur les militaires, manière de les traiter de poules mouillées parce qu'ils n'intervenaient pas. Allende a commis les pires erreurs, il a été débordé, il n'a rien contrôlé, pas même les gens de son propre camp. Ce sont eux qui l'ont "tué". Le gouvernement Allende c'était l'inflation, jusqu'à 800%, et les nationalisations, avec des commissaires politiques envoyés dans les grandes entreprises, dont l'argent était gaspillé au détriment des travailleurs eux-mêmes. Le pays était plongé dans le chaos. Peut-être y avait-il une autre solution qu'un coup d'Etat pour chasser Allende. Peut-être aurait-il pu démissionner ou convoquer un référendum, comme il semblait avoir l'intention de le faire. La dictature a été une suspension de la démocratie. Les militaires ne sont pas faits pour gouverner un pays, même s'ils ont été bien conseillés. Le changement est allé dans le bon sens, économiquement, et les résultats de l'ouverture et de la libéralisation ont été positifs. Cela aurait été parfait si les

militaires n'étaient restés que trois ou quatre ans au pouvoir. Chasser Allende du pouvoir pouvait se justifier, mais pas ce qui s'est passé ensuite, les exécutions, la répression... Tout cela n'aurait jamais dû avoir lieu. Aujourd'hui, les violations des droits de l'homme doivent être jugées, celles des deux camps, parce qu'il y a eu des morts dans les deux camps. Pinochet est-il le premier responsable? A première vue, oui, puisqu'il était le chef du gouvernement, mais la question est de savoir s'il a ordonné directement des crimes. Ce n'est pas l'armée comme institution qui a commis des violations des droits de l'homme, mais certains militaires, comme individus. L'armée est encore bien vue de la population. Le 11 septembre doit passer à l'histoire. Les familles de disparus doivent sentir que la justice avance, puis il faut penser à autre chose. On ne peut pas vivre toujours tourné vers le passé. Aujourd'hui, certains considèrent Allende comme un héros et veulent lui rendre un hommage officiel, mais on ne va pas rendre hommage à tous les ex-présidents de la République, surtout à lui, qui ne fut pas le plus brillant, loin de là. Sa statue devant le palais de la Moneda ne devrait pas exister. Ces sujets divisent le pays et ces commémorations ravivent les rancunes. Je crois que la plupart des gens de mon âge ne s'y intéressent pas. Il y a des choses beaucoup plus importantes. Mais il faudra des années, peut-être deux générations, pour que les rancunes disparaissent.» ●



Patricio Radic

Né le 31 octobre 1973, il est ingénieur dans une entreprise de télécommunications.



Claudio Vivanco

Né le 6 janvier 1968, il est ancien garde de sécurité et producteur de spectacles, au chômage.

«Mon général ne peut pas demander pardon»

«Le gouvernement d'Allende a été le pire de l'histoire du Chili, celui de Mon général, le meilleur. Le 11 septembre n'est pas un coup d'Etat mais un *pronunciamiento* (de: se prononcer). Ce sont les Chiliens qui ont demandé aux militaires de se prononcer sur la situation. Quand j'étais petit, nous vivions dans un bidonville, et plus tard je n'ai pas pu aller à l'université faute d'argent: comme quoi ce ne sont pas seulement les classes moyennes et les riches qui ont soutenu Pinochet. Sous Allende, nous avons obtenu un logement social mais, pour cela, mes parents avaient dû prendre leur carte au Parti communiste. Sous le gouvernement militaire, au contraire, tout le monde avait accès à un logement social. De la période d'Allende, ma mère me racontait qu'elle avait une amie qui tenait une épicerie, ainsi elle n'avait pas à faire la queue. Les voisins, eux, faisaient la queue parfois jusque tard dans la nuit ne serait-ce que pour essayer de trouver un kilo de farine. Le pays allait vers la faillite. L'idée d'Allende était peut-être bonne: nous aimerions tous vivre sans qu'il y ait d'inégalités sociales.

Mais la méthode était mauvaise: si on fait peur aux entrepreneurs, plus personnes ne va investir. A 18 ans, j'ai compris que le gouvernement militaire travaillait à la reconstruction du pays, qu'il le faisait aller de l'avant. S'il n'y avait pas eu quelques excès en matière des droits de l'homme, le gouvernement militaire serait célébré dans le monde entier pour ses succès économiques et sociaux. Quand Mon général a rendu les rênes du pays, il y avait 7% de croissance. Les militaires peuvent gouverner un pays quand c'est nécessaire, c'est leur rôle, et, dans notre cas, ils ont démontré qu'ils le faisaient très bien. Les gouvernements qui ont suivi n'ont pas changé une virgule de la politique économique. On ne peut pas se voiler la face: il y a eu des excès, des morts. Aujourd'hui, les communistes veulent que Mon général demande pardon. Mais il ne peut pas demander pardon pour des choses qu'il n'a pas faites. Il assume la responsabilité politique de son gouvernement, mais il ne peut pas assumer la responsabilité de meurtres auxquels il n'a pas participé! Ce n'était pas une dictature. Comme l'a dit Mon général, c'était une "dicta-molle". Il y a eu 3000 ou 4000 morts. Ça ne peut pas se justifier, mais qui peut croire qu'une intervention militaire ne fera aucune victime? Et ce n'est rien en comparaison d'autres dictatures comme à Cuba ou au Nicaragua. Les communistes ont fait 70 millions de morts parmi ceux qui ne pensaient pas comme eux! Aujourd'hui certains veulent rendre un hommage à Allende et on ne nous laisse pas rendre hommage à Mon général. On aura le temps de lui rendre hommage quand on sera à nouveau au gouvernement.» ●

«Le Chili est aujourd'hui un pays cynique»

«Lors du coup d'Etat, mes parents étaient professeurs à l'université d'Arica, dans le nord du pays. Les militaires les ont virés, comme d'autres professeurs. Ma mère a même été détenue deux semaines avant d'être relâchée. En avril 1974, nous avons donc émigré, en France, en passant d'abord quelque temps par l'Argentine. Ma mère a été assistante sociale à Paris, mais mon père n'a jamais retrouvé du travail. Il ne s'est pas vraiment adapté à la France.

Nous sommes revenus au Chili en 1980. Mon père est longtemps resté sans travail avant de pouvoir monter une petite entreprise. J'ai fait une partie de mes études au Lycée latino-américain, où il y avait beaucoup d'enfants de «retornados», d'exilés revenus au pays. C'était comme un microclimat dans la dictature.

Le 11 septembre, j'en ai souvent entendu parler, petite, à la maison, dans les discussions entre adultes. Sinon, dans les livres, mais plus tard. Quant à la télévision ce n'est que depuis très récemment qu'elle parle du coup d'Etat. Ce qui me marque c'est l'atrocité de ce moment, les bombardements sur le palais présidentiel et Allende qui meurt acculé. Le président du Sénat actuel, un démocrate-chrétien (Andrés Zaldívar, nldr), vient de dire qu'il n'irait pas à l'hommage à Allende organisé pour les 30 ans du 11 septembre: c'est honteux. Salvador Allende mérite le respect de tous

les Chiliens. Jusqu'à la fin il est resté à son poste de Président, dans le palais de la Moneda. Pour défendre son rêve. Et quoi que l'on pense de ce rêve, peut-être était-il trompeur, l'hommage qui lui est fait devrait dépasser tous les clivages politiques.

De la dictature, j'ai cette vision de Pinochet avec ses lunettes noires, d'un personnage démoniaque. Je me souviens d'une ambiance lourde, de tranchées. Les «pacos», les carabiniers, étaient nos ennemis. Dans mon collège, deux professeurs ont été enlevés puis assassinés par les militaires.

Ça me paraît incroyable que beaucoup de gens dans ce pays justifient le coup d'Etat, qu'ils se réjouissent de la fin du gouvernement d'Allende. L'idée s'est finalement installée que la faute incombe à celui qui a été la première victime. Et que, malgré les violations des droits de l'homme, la dictature a favorisé la croissance économique. Sinon, beaucoup de jeunes de mon âge sont indifférents: «Ça ne m'intéresse pas, de toute façon je n'étais pas né», disent-ils.



Paulina Vera

Née le 22 août 1972, elle travaille à l'Association de défense de la forêt chilienne.

Les dix-sept années de dictature ont rendu ce pays encore plus conservateur qu'il ne l'était. La loi sur le divorce n'est pas encore votée, l'avortement est toujours in-

terdit et, jusqu'il y a peu, l'homosexualité était un délit. En matière économique, le retour à la démocratie n'a rien changé non plus. Les Chiliens ont pris l'habitude de faire ce qu'on leur dit de faire... Pourtant, la transition avait suscité beaucoup d'espoirs. Je me souviens que les gens se réunissaient le soir, en famille et entre amis pour regarder à la télévision les appels à voter contre Pinochet au référendum du 5 octobre 1988.

Il y a eu des procès contre certains des auteurs matériels de violations des droits de l'homme, mais l'armée a encore suffisamment de poids dans ce pays pour empêcher que les responsables idéologiques soient jugés, ce qui serait la seule solution satisfaisante pour clore la transition et que la société soit enfin «lavée» de la dictature.

Le Chili est aujourd'hui un pays cynique. Augusto Pinochet, le responsable suprême de cette dictature, a été déclaré irresponsable parce que trop malade pour pouvoir être jugé. Et les gens disent aujourd'hui: «Mais le pauvre vieux, déjà il a été mis en examen, c'est bien suffisant...» Il mourra sans voir être jugé et le pire c'est que je suis sûre qu'il aura droit à trois jours de deuil national à ce moment-là... Je ne vois pas comment toutes ces blessures

vont pouvoir se refermer, ou alors dans trente, cinquante ans, je serai vieille et mes enfants ne sauront pas qui était Augusto Pinochet.» ●

«La gangrène n'est pas soignée»

«Mon père était un des directeurs des Disques du chant populaire, la maison de disque des Quilapayun (groupe de musique chilienne proche de la gauche) qui étaient en tournée en France le 11 septembre 1973. Il les accompagnait et tout a été interrompu, l'exil a commencé pour lui ce même jour. Ma mère militait au Parti communiste. Le 11 septembre, les militaires sont venus chez nous interroger ma mère. Ils ont braqué une mitraillette sur mon frère, qui avait 5 ans, en lui criant: «Où est ton père?» Ma mère a été emmenée en détention. Elle a commencé à mentir mais elle s'est rendu compte qu'ils savaient déjà tout sur elle et la famille. Finalement, ils lui ont dit: «Allez, file, prends tes enfants et va-t-en du pays.» Nous avons rejoint notre père à Paris. Là, nous avons vécu comme dans une salle d'attente, tous les jours en pensant que nous allions rentrer le lendemain.

La solidarité des Français a été extraordinaire mais je savais que ma vraie maison était le Chili. Je suis devenu dyslexique. Quand je suis rentré, le 4 avril 1989, j'ai fait une grave dépression. Je voulais aimer ce pays mais je me sentais inadapté, sans racines. Après avoir été «le petit Chilien» en France, je devenais «le petit Français» au Chili. A l'époque, les salles d'attente des psychologues étaient pleines d'exilés qui rentraient au pays. Les blessures cicatrisent mais ne disparaissent pas. Je saurai toujours qui fut le coupable de tout ça. Pendant dix-sept ans, nous avons eu une dictature de merde, sans liberté d'expression,

sans aucune ouverture culturelle. Nous en vivons encore les séquelles. L'une d'entre elles, c'est tous ces gens, ces familles de disparus, de torturés, d'exilés, qui ont besoin que les criminels soient châtiés. Certains, dans la classe politique, nous disent: re-

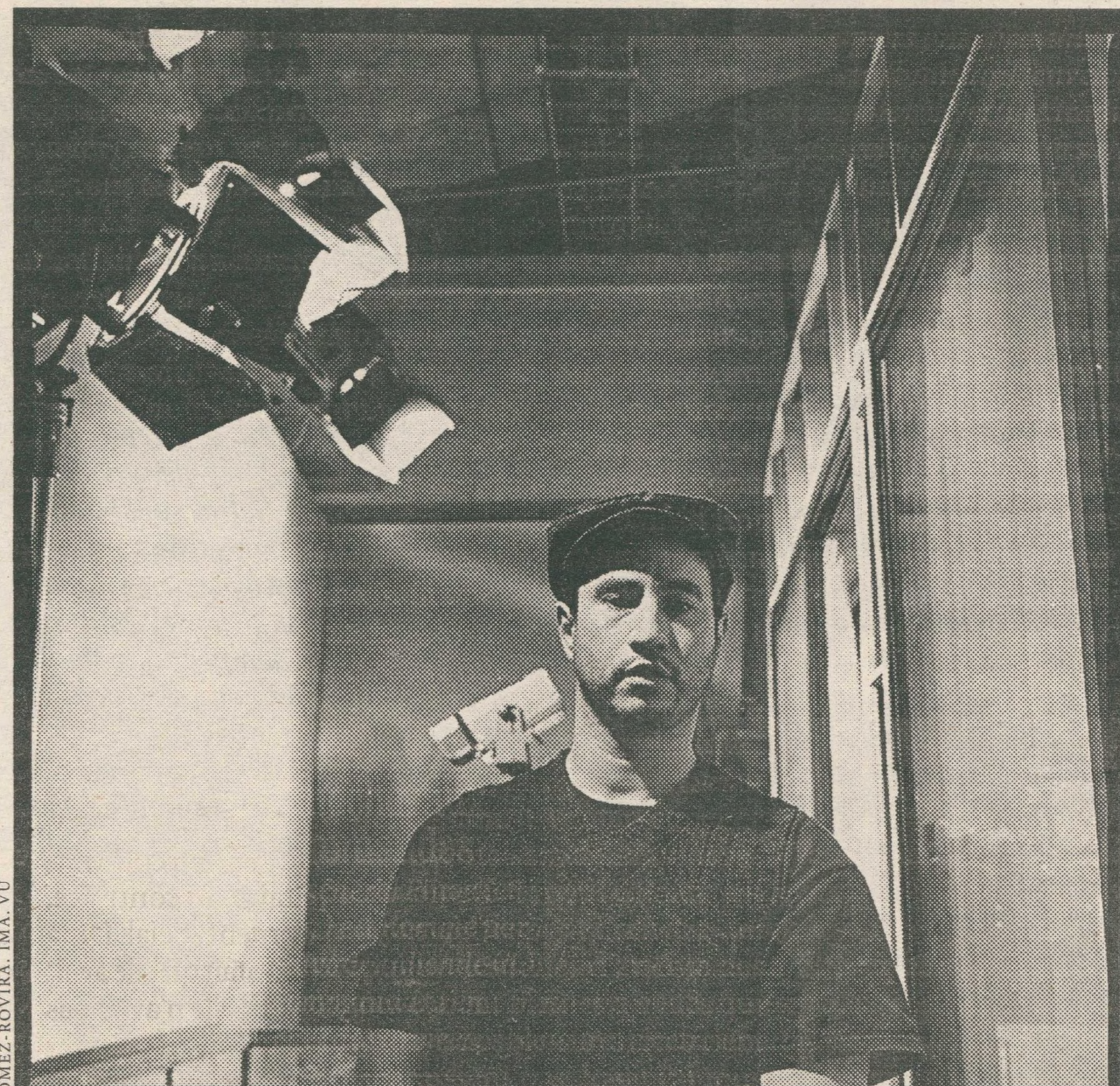
gardons vers l'avenir. Mais on ne peut pas regarder vers l'avenir tant qu'il y a ces blessures. L'Etat promet des indemnisations, mais quand tu as été torturé, tu veux des indemnisations ou tu veux voir les salauds qui t'ont martyrisé sur le banc des accusés?

Il y a eu quelques procès, mais les vrais bourreaux sont toujours en liberté. Beaucoup de gens ne veulent pas parler de tout ça. La majorité des Chiliens préfère ne pas savoir. Ils veulent nier l'histoire. C'est un pays qui se nettoie, mais seulement en surface. Et il y a toujours ces criminels qui finalement continuent à penser que ce qu'ils ont fait était bien, était justifié. Je ne suis pas spécialement militant, mais quand Pinochet a été arrêté à Londres, je suis allé fêter ça dans la rue. Et quand il mourra, on fera la fête. Il a évité un procès parce que la justice a déclaré qu'il souffrait de «démence sénile», mais l'enfoiré sait très bien ce qu'il fait, ce qu'il dit. Il se fout de nous, comme quand il est rentré de Londres et qu'il s'est levé de sa chaise roulante façon de dire: «Je vous emmerde.»

Nous sommes un pays encore très divisé. Mon beau-père est militaire. Quand il a appris que sa fille était amoureuse d'un fils d'exilé, il a failli s'étrangler. Tu ne peux jamais dire ce que tu penses tranquillement. Et dans mon métier il y a comme des relents de maccarthysme, si tu es trop engagé en politique, tu peux perdre des boulots.

La gangrène peut durer longtemps. Nous ne pourrions pas souffler tant que les militaires n'auront pas demandé pardon, et ils n'en prennent pas le chemin. Et parce que la gangrène n'est pas soignée, l'histoire peut se répéter. Nous sommes dans une démocratie qui est une fausse harmonie.» ●

Recueilli par JEAN-HÉBERT ARMENGAUD (à Santiago)



Fernando Gomez-Rovira

Né le 1^{er} septembre 1973, il est acteur et metteur en scène.

Transition

Au nom du père

Isabel Allende, présidente de la Chambre des députés après seize ans d'exil, défend les vertus de l'Etat de droit.

Valparaiso envoyé spécial

Elle dit plutôt «Salvador Allende» que «mon père». Comme si l'Histoire avait rattrapé la sienne. Isabel, la benjamine des trois filles de l'ex-président – et cousine de l'auteure Isabel Allende –, a replacé le nom de famille dans le cercle des plus hauts personnages de l'Etat chilien: depuis six mois, elle préside la Chambre des députés. Joli retour des choses pour celle qui a assisté au côté de son père au siège du palais de la Moneda et qui dut s'exiler précipitamment au Mexique avec sa famille. De cette matinée du 11 septembre 1973, cette grande femme brune de 58 ans aux yeux clairs n'aime guère parler: «Des souvenirs encore trop chargés d'émotion», dit-elle aujourd'hui dans son grand bureau de fonction de Valparaiso, ce port où la Constitution de Pinochet de 1980, toujours en vigueur, envoya le pouvoir législatif pour le maintenir loin de la capitale. Elle dit ne pas éprouver de «rancœur», mais de la «douleur». Dans son discours d'investiture, le 18 mars, elle avait évoqué son père: «Je crois que les idéaux de justice sociale et l'éthique qui ont toujours prévalu dans sa vie, sa transparence, ont aujourd'hui plus de valeur que jamais.»

«Surprise et incrédulité»

C'est un coup de téléphone du secrétariat privé du palais présidentiel qui la prévient, le 11 septembre 1973 au matin. «Sans y penser à deux fois, je me suis habillée, j'ai fait une valise et je suis partie vers la Moneda (1).» Malgré les troupes qui quadrillent la ville, elle parvient à passer. «J'étais convaincue que les choses allaient s'arranger, que notre armée était respectueuse de la Constitution et des lois, et que, dans le pire des cas, il ne s'agissait que d'un soulèvement d'une partie de l'armée qui serait maîtrisé.» A la Moneda, elle retrouve sa sœur aînée Beatriz – qui se suicidera, plus tard, en exil à Cuba. Et son père, qui organise la défense du palais. «Quand il m'a vue, j'ai senti sur son visage un mélange de surprise et d'incrédulité, mais aussi une intime satisfaction de se retrouver au côté de ses deux filles.» Allende réunit tous ses proches présents à la Moneda. Il annonce sa décision de rester coûte que coûte. «Il nous a dit qu'il n'était pas question de démissionner et qu'il avait refusé toutes les propositions [des militaires] d'abandonner

le pays.» Il veut faire partir tout le monde. Ses filles s'obstinent à vouloir rester. «Il nous a demandé, il nous a suppliées, puis il nous a ordonné de partir. Nous avons accepté, nous nous rendions compte que notre présence l'angoissait.» Un cessez-le-feu est négocié avec les militaires, le temps de faire sortir du palais les six femmes qui s'y trouvent. Allende serre ses filles dans ses bras, «en silence: personne n'a rien dit». Elle apprendra la mort de son père par un coup de téléphone, alors qu'elle est réfugiée chez une amie... Excepté Beatriz, expulsée à La Havane avec son mari, diplomate cubain, la famille s'exile au Mexique: la mère, Hortensia Bussi, la sœur cadette, Carmen Paz et sa famille, Isabel, son mari et ses deux enfants, Gonzalo et Marcia. «Nous sommes partis le 15 septembre à 22 heures, entourés de militaires et pleins de tristesse. Nous étions les premiers exilés. Je pensais que ça allait durer un an ou deux. Jamais je n'ai imaginé que je resterais en exil durant seize ans.» Son père est enterré par les militaires, à la sauvette, dans le cimetière de Viña del Mar, près de Valparaiso. Ce n'est qu'avec le retour de la démocratie que ses restes seront transférés au cimetière de Santiago. Même si le Parti socialiste chilien n'a plus grand-chose à voir aujourd'hui avec celui de Salvador Allende, Isabel prend le relais de son père. Elle est élue députée en 1992, et réélue depuis sans interruption. «Durant des années, ce pays a essayé de se cacher la vérité. Aujourd'hui, il commence à re-

vendiquer la figure de Salvador Allende. J'ai rencontré des jeunes qui n'étaient pas nés en 1973, ils m'ont dit qu'ils se reconnaissent en lui, en ce symbole de résistance et de la défense de l'Etat de droit.»

«Une porte de sortie indigne»

Pour le bourreau de son père, Augusto Pinochet, elle n'a plus à cacher, aujourd'hui, son profond mépris. «Il a trouvé une porte de sortie totalement indigne. Plutôt que d'affronter un procès, il a préféré passer pour "sénile", selon la décision de la Cour suprême. Même moi, je suis prête à accepter qu'il échappe à la justice s'il est trop vieux pour être jugé, c'est une question de droits de l'homme. Mais j'ai toujours des doutes. Il ne se prive pas de faire des déclarations: alors est-il vraiment incapable d'assurer sa défense? Mais que peut-on attendre d'un homme qui, quand on lui parlait des droits de l'homme, répondait: "Qu'est ce que c'est que ce truc?"»

Elle espère que le Chili va «se retrouver», surmonter ses divisions. «Il y a encore des blessures très profondes. Dans certains cas, justice a été faite, peut-être pas dans tout ce qu'on était en droit d'attendre. Ce qui compte c'est que tous les Chiliens soient d'accord sur une éthique commune: plus jamais, sous aucun prétexte, de rupture de la démocratie, plus jamais de violations des droits de l'homme.» ●

JEAN-HÉBERT ARMENGAUD

(1) Elle a écrit son récit de cette journée dans *El País* du 11 septembre 1993.



Livres

Chili, 11 septembre 1973. La Démocratie assassinée. Ouvrage coordonné par Eduardo Castillo. Arte Editions et Le Serpent à Plumes. 252 pp., 13

Cinéaste, écrivain, universitaire, dessinateur, philosophe ou journaliste, ils ont en commun d'avoir vécu un événement historique et dévastateur. Ils en font une lecture particulière, nourrie d'expériences collectives et individuelles. Plus qu'un livre, c'est un forum où s'expriment l'humour grinçant de José Maldavsky, le questionnement d'Alain Touraine sur la démocratie dans le cône Sud, l'esprit de résistance, incarné, pour Carmen Castillo, par un caballero aussi audacieux qu'agé, son père.

Exorciser la terreur. L'incroyable et interminable procès du général Augusto Pinochet. Ariel Dorfman. Grasset. 284 pp., 19

L'obstination des familles des disparus et de leurs avocats a permis de faire arrêter Pinochet. Ce livre relate l'envoi du dictateur devant le tribunal de l'Histoire. C'est aussi une réflexion sur la justice et le retour à la démocratie.

Pinochet, un dictateur modèle. Marc Fernandez et Jean-Christophe Rampal. Hachette Littératures. 283 pp., 20

Le général Pinochet n'a mis que quelques mois à confisquer le pouvoir et quelques années à faire de son pays une sorte de référence néolibérale. Ce livre explique comment une dictature sanglante a pu devenir un «modèle». Il décrit le rôle joué par les Etats-Unis dans l'accession et le maintien au pouvoir de Pinochet.

Mon pays réinventé. Isabel Allende. Grasset. 298 pp., 18

«J'ai une image romantique d'un Chili arrêté au début des années soixante-dix.» Isabel Allende, dont le père était le cousin de Salvador, a quitté son pays, son «territoire», après le coup d'Etat du 11 septembre 1973. Elle y revient avec le portrait d'un pays mythique, où la réalité des étés secs et chauds, des années de trahison et de délation, se mêle aux tribulations d'une famille extravagante.

Télévision-radio

■ **mercredi 10 septembre:** à 20h45 sur Arte «Salvador Allende, histoire d'un complot», documentaire de M. Trautzsch (Allemagne, 2003).

à 19 heures (1/5) et 21 heures (3/5) sur Histoire «Témoignages autour du cas Pinochet», documentaire en cinq parties de C. Guzman (France, 2001).

■ **jeudi 11 septembre:** à 20h50 sur Odyssee «Zita Cabello, une femme contre l'oubli», de Jean-Christophe Klotz. (France 2003).

à 21h50 sur Odyssee «La Flaca Alejandra», de Carmen Castillo (1994).

à 18h55 (2/5) et 21 heures (4/5) sur Histoire «Témoignages autour du cas Pinochet», doc. en cinq parties de C. Guzman (France, 2001).

à 21 heures sur TV5 «Septembre chilien», doc. de B. Muel, V. Mayoux et T. Robichet.

■ **vendredi 12 septembre:** à 21 heures sur Histoire «Témoignages autour du cas Pinochet», dernier épisode du documentaire de C. Guzman. à 22h15 sur Arte «Chili: les héros sont fatigués», documentaire de Marco Enriquez.

■ **samedi 11 septembre:** à 20h45 sur Odyssee «Inca de Oro», doc. de Patrick Grandperret et Carmen Castillo.

Sur France Culture à 15 heures: «Radio libre»: l'Amérique latine entre besoin de justice et oubli. Avec Alain Touraine, Miguel Benasayag, Renée Frégosi.